

Défense des services publics de l'énergie

Le 7 mars 2017 : « grève nationale »

La journée de mobilisation du 31 janvier a confirmé la volonté des électriciens et gaziers d'exprimer fortement le **rejet des plans de destruction des services publics de l'énergie.**

Les taux de grévistes ont été, dans nombre d'entités des Industries Électriques et Gazières, des plus élevés depuis nombre d'années. Dépassant sur certains sites les 50 %, parfois jusqu'à 80 %, les actions de résistance se sont multipliées. Les baisses de production sur les sites nucléaires et dans l'hydraulique l'ont confirmé. Là où des assemblées se sont tenues, particulièrement en intersyndicale, les résultats sont très révélateurs.

Les salariés sont déterminés à faire bloc pour stopper les plans annoncés ou d'ores et déjà engagés.

Deux jours plus tard, à l'occasion du CCE du 2 février, la direction d'EDF confirmait son projet de 7000 suppressions d'emplois. Il n'y a pas d'autre terme pour caractériser l'objectif des directions des IEG : il s'agit très clairement de véritables plans sociaux.

Mais, précisons nos propos : un plan « social », autrement nommé Plan de « Sauvegarde » de l'Emploi, cache derrière cette définition très ambiguë une réalité très brutale.

En fin de semaine, lors de l'interfédérale, FO Énergie et Mines a participé à donner un nouvel élan après cette réussite du 31 janvier. Les fédérations ont formulé les mêmes analyses, usant des mêmes mots pour exprimer ces mêmes constats : d'une part, le processus de destruction de nos services publics est très clairement engagé. Mais d'autre part, l'expression des personnels pousse, et très fortement, vers le souhait de voir la résistance s'organiser.

Faire du 7 mars 2017 une journée de grève, d'actions, de reprise en main de l'outil de travail.

Au constat d'un simulacre de dialogue social, les 5 fédérations avaient exigé l'ouverture de réelles négociations pour la revalorisation du Salaire National de Base, prenant en compte les indices officiels et valorisant les efforts incontestables des salariés de toutes les entreprises.



Défense des services publics de l'énergie

Le 7 mars 2017 : « grève nationale »

Une nouvelle exigence en ce sens sera exprimée par l'interfédérale et fortement portée par la préparation des mobilisations à venir, dont le point d'orgue sera le mardi 7 mars.

Impulsées d'un commun accord par les 5 fédérations, les démarches intersyndicales pourront autant que possible porter les exigences communes, dresser un état des lieux précis et détaillé des conséquences déjà désastreuses, mais aussi à venir des différentes déstructurations des entreprises, des suppressions de postes donc d'emplois.

Cet état des lieux, dressé dans l'unité des organisations syndicales déterminées à construire la résistance indispensable, permettra de mettre en lumière les dégâts d'ores et déjà occasionnés sur les conditions de travail et le développement exponentiel des Risques Psycho-Sociaux.

FO Énergie et Mines appelle ses adhérents et l'ensemble du personnel à se rapprocher de leurs représentants dans les Instances Représentatives du Personnel.

LA DIRECTION D'EDF CONFIRME SON PROJET DE 7000 SUPPRESSIONS D'EMPLOIS.

Ils seront propices à l'établissement des cahiers de revendications en lesquels un nombre croissant de collègues pourront se reconnaître.

Nos exigences de voir le Salaire National de Base revalorisé, les emplois et les sites maintenus, le statut national du personnel des IEG défendu et préservé seront portées par la mobilisation de tous les agents et de tous les pensionnés qui se reconnaitront dans la construction, selon ces modalités, d'une journée de grève et d'actions faisant du mardi 7 mars 2017 une journée « entreprises mortes ».

**Participer à l'élaboration des cahiers de revendication,
à la préparation de cette mobilisation portée par l'ensemble des organisations syndicales
donnera toute la force indispensable à ce combat
pour la défense des services publics de l'énergie et de ses agents.**